



Situation au Mali

Les Chefs d'Etat de la CEDEAO maintiennent les sanctions et optent pour une transition d'un an

Sékhoutouréya, 28 août 2020 - Le Président de la République, le Pr. Alpha Condé, a participé en visio-conférence au deuxième sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), ce vendredi 28 août 2020. Comme la précédente, cette rencontre était essentiellement consacrée à la situation socio-politique du Mali, caractérisée dernièrement par un coup d'État.

Aux cours des échanges, les Chefs d'Etat de cette organisation sous-régionale ont unanimement maintenu les sanctions infligées au Mali et ont demandé une transition d'un an, dirigée par des civils.

Le Président en exercice de la CEDEAO, Président du Niger, Mahamadou Issoufou, a indiqué que les Chefs d'Etat de cette organisation ont beaucoup échangé sur le mandat de la transition au Mali. Selon lui, cette transition doit se focaliser sur les réformes essentielles du pays telles que recommandées par le dialogue national et par les accords de paix d'Alger. Dans ce processus, le Président nigérien a fait savoir qu'il s'agira de l'organisation des élections présidentielle et législative.

Concernant la direction de la transition, le Président en exercice de la CEDEAO a précisé que les Chefs d'Etat sont unanimes que la transition doit être dirigée par des civils.

Le Président Mahamadou Issoufou a rappelé que le Mali est en guerre et dans ce cadre les militaires ne doivent pas faire de la politique et doivent plutôt s'occuper de leur mission traditionnelle qui est de défendre l'intégrité du territoire : *« Je disais hier au Président Ouattara - que j'ai eu au téléphone - que nous avons des informations très alarmantes par rapport à l'évolution de la situation sécuritaire. Les groupes armés au Nord-Mali veulent profiter du vide institutionnel créé par le coup d'Etat pour avancer. Ils sont en concertation avec un certain nombre de groupes terroristes, notamment le groupe dirigé par Iyad Agali pour fusionner afin de prendre Bamako, Méyaka, Tombouctou et s'installer dans une partie du Mali qu'on appelle le Gourma ».*

Concernant la durée de la transition, le Président en exercice de la CEDEAO a indiqué qu'il n'est pas question d'affaiblir la médiation et que les Chefs d'Etat doivent maintenir leur position qui est une transition qui ne doit pas dépasser 12 mois.

Par rapport aux sanctions, le Président Nigérien a fait savoir qu'elles doivent être maintenues au risque d'affaiblir la médiation : *« Si nous voulons éviter d'affaiblir la médiation, il ne faut pas lui priver de cet outil essentiel que sont les sanctions. Parce que sans les sanctions, on n'aurait pas pu obtenir la libération d'IBK. Donc les sanctions sont les outils essentiels importants qu'il faut maintenir, reconduire »* a-t-il déclaré.

Le Bureau de Presse de la Présidence

Contacts : 628-87-94-15

moussacisse2013@gmail.com

abdoulaye.sankara@presidence.gov.gn

aboumaco2000@gmail.com